

Synthèse de l'article

Biodiversity monitoring in Europe: User and policy needs

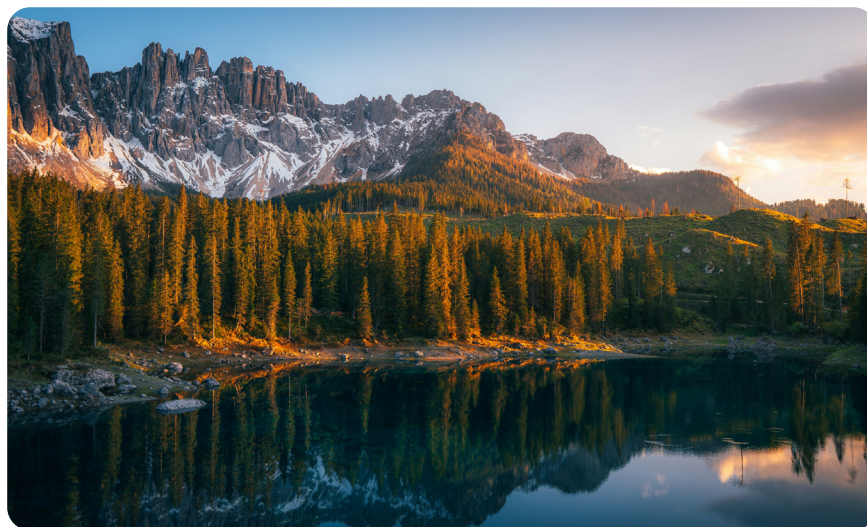
Décembre 2025

Référence

Moersberger, H., Valdez, J., Martin, J. G. C., Junker, J., Georgieva, I., Bauer, S., Beja, P., Breeze, T. D., Fernandez, M., Fernández, N., Brotons, L., Jandt, U., Bruelheide, H., Kissling, W. D., Langer, C., Liqueste, C., Lumbierres, M., Solheim, A. L., Maes, J., . . . Bonn, A. (2024). Biodiversity monitoring in Europe: User and policy needs. *Conservation Letters*, 17(5).

 <https://doi.org/10.1111/conl.13038>

Surveillance de la biodiversité en Europe : pour une réponse cohérente aux besoins des politiques et des utilisateurs



Cette transcription synthétique s'appuie sur les résultats de l'étude scientifique « Surveillance de la biodiversité en Europe : besoins des utilisateurs et des politiques. », publiée dans la revue *Conservation Letters* en 2024. L'article, dirigé par Hannah Moersberger et ses co-auteurs, présente les conclusions d'un vaste processus d'engagement impliquant plus de 300 parties prenantes essentiellement issues des institutions publiques, des agences environnementales et de la communauté académique à travers l'Europe. L'étude souligne les besoins critiques en matière de surveillance de la biodiversité à l'échelle européenne, tant pour les décideurs politiques que pour les entreprises ou la société civile. Cette synthèse vise à rendre les résultats de la surveillance plus directement accessibles aux décideurs et aux praticiens.



1. Une surveillance indispensable mais encore trop fragmentée

La surveillance de la biodiversité constitue un pilier fondamental pour mesurer l'efficacité des politiques de conservation, évaluer les progrès en matière de restauration écologique, diminuer les pressions croissantes liées aux activités humaines, et piloter les stratégies d'entreprises en faveur de la biodiversité. Dans le contexte européen, cette mission se heurte toutefois à des obstacles importants. Les données actuellement disponibles sur la biodiversité en Europe souffrent d'une grande hétérogénéité entre les pays, tant en termes de méthodes de collecte que de couverture géographique. Cette fragmentation empêche une vision cohérente à l'échelle continentale. Par ailleurs, la majorité des efforts de surveillance se focalisent sur un nombre restreint de groupes biologiques, principalement les oiseaux et les mammifères, ce qui peut ne pas être pertinent pour certains secteurs économiques. Enfin, en matière de politiques publiques, les interactions entre biodiversité et facteurs socio-économiques – tels que l'usage des sols, les pratiques agricoles ou les inégalités d'accès aux ressources naturelles – restent peu documentées, limitant ainsi leur capacité à intégrer pleinement les enjeux de biodiversité dans leur construction. Si la reconnaissance politique de l'importance de la biodiversité progresse, comme en témoignent le Cadre mondial de Kunming-Montréal ou la Stratégie européenne à l'horizon 2030, **la mise en œuvre concrète d'une surveillance cohérente et robuste demeure lacunaire.**

2. Une démarche participative pour identifier les attentes prioritaires

Pour mieux comprendre les besoins des utilisateurs publics et privés, une équipe scientifique européenne dirigée par Hannah Moersberger a mis en œuvre **un processus d'engagement multipartite** structuré autour de quatre étapes. Tout d'abord, une conférence publique a réuni des acteurs clés en mai 2021. Elle a été suivie d'une enquête en ligne standardisée, puis d'entretiens semi-structurés ciblés. Enfin, un atelier d'experts s'est tenu en septembre 2021. Au total, plus de 300 parties prenantes issues de 18 États membres de l'Union européenne ont contribué à cette évaluation, représentant aussi bien des institutions de recherche que des agences de conservation, des musées ou encore des réseaux scientifiques européens.

3. Une surveillance inégalement répartie et peu intégrée dans les politiques sectorielles

L'analyse des 274 programmes de surveillance identifiés à travers l'Europe met en lumière **une répartition inégale selon les biomes et les groupes taxonomiques.** La biodiversité terrestre est davantage couverte que les milieux marins ou d'eau douce, et les oiseaux ainsi que les mammifères sont nettement plus étudiés que les insectes ou les plantes. Ce déséquilibre reflète en partie les priorités historiques de la recherche, mais aussi des contraintes méthodologiques telles que l'hétérogénéité des protocoles de suivi, l'absence de standardisation entre pays, la variabilité des fréquences d'échantillonnage, ainsi que des capacités techniques inégales, souvent amplifiées par un manque de ressources financières. En termes d'utilisation des données, celles-ci sont principalement mobilisées pour répondre aux exigences des directives européennes comme la Directive Habitats ou la Directive Oiseaux. Elles servent surtout à évaluer l'état de conservation des espèces, à mettre en œuvre des plans d'action ou à gérer les aires protégées. En revanche, leur intégration dans d'autres politiques sectorielles, telles que l'agriculture, la gestion de l'eau ou la lutte contre le changement climatique, reste limitée. Des exemples ponctuels existent, comme en Estonie où les données permettent de réguler la chasse aux loups, ou au Danemark, où elles ont facilité la désignation de nouvelles zones de protection des

oiseaux marins. Mais ces initiatives demeurent marginales à l'échelle continentale.

Par ailleurs, l'étude souligne une carence préoccupante dans les connaissances sur les milieux marins : entre 20 et 70 % des zones marines de l'Union européenne ne font actuellement l'objet d'aucune évaluation environnementale fiable. Cette absence d'information freine la mise en place de politiques efficaces pour la conservation de la biodiversité marine, déjà particulièrement vulnérable.

4. Des besoins politiques multiples, entre évaluation, intégration et harmonisation

Les participants interrogés lors de cette étude ont exprimé des attentes précises pour les années à venir :

- En premier lieu, ils souhaitent pouvoir suivre de manière fiable les tendances de la biodiversité, notamment l'évolution des espèces et la qualité des habitats, y compris les impacts des espèces exotiques envahissantes ;
- Deuxièmement, cette surveillance apparaît crucial pour d'évaluer l'efficacité des politiques publiques de conservation et de restauration ;
- Troisièmement, une forte demande émerge pour intégrer la biodiversité dans des secteurs traditionnellement cloisonnés, comme l'agriculture, l'aménagement du territoire ou la lutte contre les inégalités.

Cette harmonisation implique notamment la compatibilité et l'interopérabilité des données à différentes échelles spatiales et temporelles, afin de **faciliter leur utilisation transnationale**. De plus, plusieurs parties prenantes ont souligné l'importance de disposer de données robustes pour alimenter le suivi des politiques environnementales globales, telles que le Pacte vert pour l'Europe (*Green Deal*) ou les objectifs de développement durable. Ces attentes traduisent la volonté croissante de fonder les décisions politiques sur des données précises, comparables et disponibles à différentes échelles spatiales et temporelles.

5. Des obstacles persistants qui freinent l'efficacité de la surveillance

La réalisation d'une surveillance efficace à l'échelle européenne se heurte à plusieurs défis structurels. Les plus fréquemment mentionnés concernent le manque de données, leur faible intégration, des biais taxonomiques et géographiques persistants, et surtout un déficit chronique de ressources, en particulier un manque de financements stables, de personnel qualifié, et d'infrastructures au suivi de la biodiversité nécessaires pour assurer un suivi cohérent, harmonisé et durable à l'échelle du continent. Les pays d'Europe du Sud soulignent principalement l'insuffisance des données disponibles, notamment en raison d'une faible fréquence des observations ou de la non-disponibilité des données brutes. Dans les pays de l'Ouest, le manque de stratégies à long terme, les capacités humaines limitées et l'absence de politiques nationales claires sont davantage mis en avant. À cela s'ajoute le sous-financement généralisé de la surveillance, un obstacle identifié comme prioritaire par la majorité des acteurs consultés. Sans investissements suffisants, il est difficile d'assurer un suivi de long terme, de maintenir les compétences nécessaires et d'adopter les innovations technologiques disponibles.

6. Vers une approche coordonnée et durable de la surveillance de la biodiversité

Pour relever ces défis, les parties prenantes proposent cinq leviers d'action :

1. **Le renforcement de la coordination et de la coopération** entre les pays, les institutions scientifiques et les agences publiques.
2. **La normalisation de la collecte et du partage des données**, conformément aux principes FAIR (Findable, Accessible, Interoperable, Reusable) condition essentielle pour assurer leur usage entre pays, échelles d'analyse, et besoins

politiques, notamment pour suivre les engagements du Pacte vert européen ou des conventions internationales..

3. **L'utilisation accrue des outils de modélisation**, de la télédétection et des approches innovantes de collecte de données.
4. **L'augmentation urgente des ressources financières** consacrées à la surveillance, en particulier dans les pays et régions les moins dotés.
5. **La formation, la mobilisation et l'engagement** de toutes les parties prenantes, y compris les citoyens et les gestionnaires locaux.

Ces recommandations convergent avec celles de projets récents comme EuropaBON, qui propose la création d'un Centre européen de coordination de l'observation de la biodiversité.

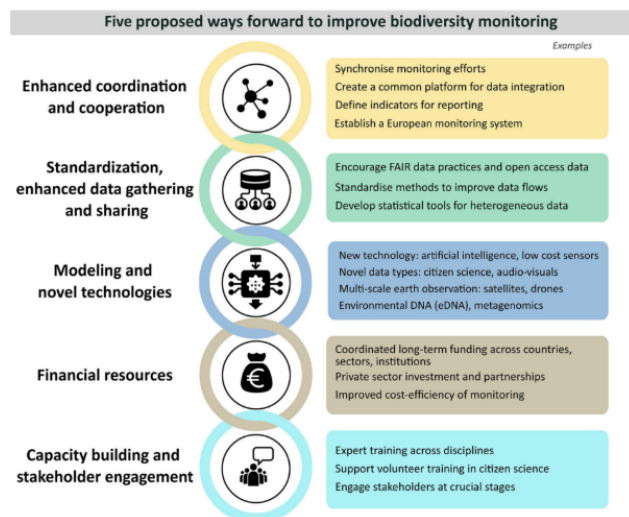


FIGURE 5 Five ways forward suggested by stakeholders to improve biodiversity monitoring and thereby policy impact in Europe.

7. Une vision intégrée et partagée pour inverser le déclin de la biodiversité

La surveillance de la biodiversité en Europe doit aujourd'hui franchir un cap. Face aux ambitions affichées par les politiques européennes et internationales, elle ne peut plus se contenter de suivis partiels, déséquilibrés et mal connectés entre eux. L'enjeu est de construire un dispositif intégré, aligné sur les besoins des utilisateurs, soutenu politiquement, et adapté à la diversité des contextes nationaux. Cela implique non seulement des efforts de coordination technique, mais aussi une volonté politique forte d'investir sur le long terme dans des systèmes de suivi capables d'accompagner la transition écologique. En ce sens, la mise en place d'un centre de coordination européen, l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité des données, ainsi que l'élargissement des usages à l'ensemble des politiques publiques constituent des étapes incontournables. Seule **une approche systémique, participative et durable** permettra à l'Europe de mieux protéger sa biodiversité et de répondre efficacement aux enjeux globaux du XXI^e siècle.

Synthèse Julie de Bouville,
Responsable de la communication internationale

Relecture Hélène Soubelet,
Directrice générale de la FRB